

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2123>

Gestion de l'Eau : Pour un Etablissement public chargé de la gestion du Service Public de l'Eau

- Dossier spécial LKP - Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 11 juillet 2014

Mis à jour le : vendredi 11 juillet 2014

UGTG.org

Depuis des années, la gestion de l'eau rime avec pénurie, restriction, qualité douteuse et prix exorbitant. Et de faire appel à notre solidarité pour nous culpabiliser alors que les vrais responsables de cette abomination « se la coule douce ». Et pourtant, nous vivons dans une zone géographique à forte pluviométrie, dans un pays traversé par de très nombreuses rivières. Et pourtant, la gestion de ce précieux liquide a été déléguée à des spécialistes internationaux soit disant pour plus d'efficacité et pour le bien être des Guadeloupéens.

La réalité est tout autre :

- [-] Plus de 50% de la ressource produite disparaît à cause de la vétusté des canalisations.
- [-] Des conduites existantes en amiante ciment.
- [-] L'eau de Guadeloupe est l'une des plus chères de France.
- [-] Des prix différents du mètre cube en fonction de la localisation géographique et du syndicat gestionnaire.
- [-] Des doutes sérieux sur la qualité et la potabilité de l'eau du robinet.

Et cela dure depuis de nombreuses années malgré l'engagement des élus et de l'Etat dans le cadre du protocole LKP du 04 mars 2009 qui proposait déjà la mise en place d'un véritable service public en régie directe.

L'eau en Guadeloupe est produite et distribuée essentiellement par trois multinationales (VEOLIA : Générales des Eaux - BOUYGUES : CGSP - GELSENWASSER : Nantaises des eaux) dont les actionnaires sont présents pour gagner de l'argent avec notre eau, cette ressource naturelle, et gratuite, ce bien commun. Ces multinationales qui gèrent notre eau le font pour leurs propres intérêts et non pour le bien être des Guadeloupéens.

Ainsi, en contrepartie de la construction d'un gymnase ou autres infrastructures communales ou départementales, la gestion de notre eau a été confiée à des asasou, des capitalistes qui ne se préoccupent nullement ni de la santé, ni du bien être, ni de la qualité de vie des Guadeloupéens mais qui sont là POU FÈ LAJAN, uniquement pour faire des profits encore et encore. NON, ces spécialistes ne gèrent pas notre EAU en bon père de famille mais pillent notre ressource et nos poches.

CES JOURS-CI, LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL AVANCE L'IDEE D'UN SYNDICAT UNIQUE MAIS N'OSE PAS POSER LE VRAI PROBLEME : CELUI DE LA MAINMISE DES TROIS MULTINATIONALES SUR NOTRE EAU.

Créer un syndicat unique sans mettre en régie directe la gestion de notre eau revient à conforter la présence et la mainmise des multinationales sur notre eau, sur nos vies et à pérenniser un système qui profite uniquement aux actionnaires des multinationales, un système basée sur la pwofitasyon.

Cette rationalisation entraînerait une unification du prix de l'eau et peut être une très légère baisse du prix moyen du mètre cube. Mais elle ne s'attaquerait pas au coeur du problème à savoir la domination des multinationales VEOLIA, BOUYGUES et GELSENWASSER sur notre eau et la mise sous contrôle public de la gestion, de la production et de la distribution de l'eau en Guadeloupe.

POUR UNE REGIE DIRECTE AU SERVICE DES USAGERS DE GUADELOUPE

Régler le problème de la gestion de l'eau en Guadeloupe passe obligatoirement par la mise en place d'une régie directe à l'échelle de la Guadeloupe toute entière, à l'image de ce qui existe à Trois-Rivières. C'est d'ailleurs cette commune qui fournit l'eau la moins chère car l'usager ne rémunère aucune multinationale, aucun actionnaire. Le prix payé par l'usager doit essentiellement servir à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs ; et non à l'enrichissement des actionnaires de VEOLIA, BOUYGUES et GELSENWASSER.

L'eau n'est pas une marchandise mais un bien précieux qui nous appartient à tous. C'est l'intérêt des guadeloupéens qui doit être mis en avant et non ceux des arrivistes et autres profiteurs. Une eau de qualité, à un prix juste, accessible à tous, à tout moment, et préservant l'intérêt général, cela n'est possible que dans le cadre d'un établissement public chargé de la gestion d'un service public de production et de distribution de l'eau.

VEOLIA, BOUYGUES et GELSENWASSER nous spolient. A travers le monde, c'est le même constat et la même volonté de retirer la gestion de l'eau sous les griffes des multinationales. Amsterdam, Vienne, Paris, Toulouse, Grenoble, Aix en Provence, Rouen, Munich, Malmö, ... ont déjà repris en régie directe la gestion de leur eau dans un vaste élan de « remunicipalisation de la gestion de l'eau » pour en finir avec la domination des multinationales sur ce bien précieux. Des pays entiers font de même. Aussi, tout comme en 2009, et tout comme les élus s'y étaient engagés, LKP exige :

- La mise en régie directe de notre eau dans le cadre d'un établissement public de gestion, de production et de distribution de l'eau pour en finir avec la profitation et revenir à un prix juste et équitable ;

- La mise en oeuvre d'un audit indépendant sur le service de l'eau dans toutes les communes de Guadeloupe pour nous sauver la peau ;

[-]

- La rénovation et le remplacement de l'ensemble des canalisations du réseau comme les élus et l'Etat s'y étaient engagés en 2009 ;

- La mise en oeuvre d'un véritable dispositif de « confiance » sur la qualité et la potabilité de l'eau ;

GWADLOUP SÉ TAN NOU- GWADLOUPÉYEN DOUBOUT ! ! !

LKP - Lapwent - 19 Mé 2014